

## Leçon 5 : APPARITION ET DISPARITION DE L'ETAT

### **I) L'apparition d'un nouvel Etat**

Lorsqu'il ya disparition d'un Etat, il ya en général l'apparition d'un autre Etat, il faut assurer la succession entre ces deux Etats.

Depuis 1492, le monde est finit, il n'ya plus rien à découvrir, de plus son aspect est finit, on ne peut développer la planète. Il ya 3 statuts :

- le statut d'Etat souverain
- le statut de territoire colonisé
- le statut de territoire internationalisé, revendiqué par tous les Etats, c'est le cas unique de l'Antarctique, zone internationale, aucun Etat exerce sa souveraineté sur le territoire.

Les hypothèses d'apparitions sont assez restreintes :

- la colonie s'affranchie de la métropole, la décolonisation
- démembrement partiel d'un Etat préexistant, la sécession
- démembrement total d'un Etat préexistant, la dissolution
- la fusion de deux Etats, se qui fait disparaître 1 Etat de la scène internationale

La façon dont un Etat apparaît conditionne sa relation aux autres, un Etat en sécession est en attente de reconnaissance, il doit entretenir une position de force vis-à-vis de celui avec le quel il s'est détaché pour s'imposer. Mais on ne s'intéresse pas à la manière dont sont apparus les vieux Etats genre la France.

#### S1 : La décolonisation

En URSS, ce n'est pas de la décolonisation mis de la dissolution d'un Etat et des proclamations d'indépendances. Le processus est ancien mais le mot apparaît dans les années 50 en France, on la commence en 1820 en Europe mais les Etats-Unis commencent en 1786. Signifie que les Etats n'étaient pas favorables, il n'ya rien dans la Charte des Nations unies de 1945. Ce qui accélère le processus est la déclaration sur l'octroie de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ils ont le droit inaliénable à la pleine liberté, à l'exercice de leur souveraineté et l'égalité de leur territoire national.

La décolonisation passe par l'affirmation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes :

- l'autodétermination d'un peuple est celle que le peuple exerce sur le plan constitutionnel, sur le plan gouvernemental, le peuple est déjà constitué en Etat
- l'autodétermination externe est celle que le peuple exerce pour se constituer en Etat. Lorsqu'un peuple est déjà constitué en Etat il ne peut plus exercer l'autodétermination externe, il ne peut plus faire sécession. Il prime l'autorité territoriale. Mais lorsqu c'est un peuple colonial, soumis à une domination étrangère, lui a le droit à l'autodétermination externe car le peuple colonial colonise l'Etat et le territoire colonisé qui doivent être distincts de ceux du peuple colonisateur.

Un peuple colonisé a plusieurs façon de montrer son autodétermination externe :

- il accède à l'indépendance, c'est la création d'un Etat à partir de ce peuple
- il s'intègre à un Etat préexistant, genre le Cameroun Britannique ou Mayotte

La réglementation de la décolonisation cherche à assurer un équilibre entre le droit des peuples et la stabilité internationale. L'Etat colonisateur doit faire un référendum du peuple colonisé. De plus, le peuple qui demande sa dépendance doit exercer son droit à l'autodétermination dans le cadre des frontières coloniales. Lorsqu'elles datent du XVem, pas de frontières au sol, même pas d'accord, mais ce principe gèle les désaccords durant le processus de décolonisation. Genre en Amérique Latine sur des îles que les Etats n'avaient ni le temps ni les moyens d'explorer. Il a quand même surgit des différents territoriaux, recours à la cour internationale de justice.

Ensuite, le peuple colonisé peut obtenir l'indépendance par tous moyens. Si la puissance coloniale refuse, le peuple colonisé peut avoir recours à la force, les guerres d'indépendance sont licites. Il peut même obtenir l'appui militaire d'autres Etats. La pacification de la France en Algérie était illégale, le peuple Algérien était en droit d'exercer la force.

Enfin, il y a la reconnaissance d'un statut particulier pour les mouvements de libération, ces Etats sont reconnus comme observateurs à l'ONU, ils sont considérés comme représentant de peuples colonisés jusqu'à la proclamation d'indépendance.

La reconnaissance d'un mouvement de libération par une organisation internationale est juridiquement constitutive.

## §2 : La sécession

Une partie de la population d'un Etat mène une action souvent armée pour se séparer de l'Etat. Contrairement à la décolonisation, les deux entités ne font qu'un. La sécession est interdite car elle porte atteinte à l'intégrité territoriale, la Corse n'a pas le droit de faire sécession de la France. Mais lorsque la sécession réussit, le droit international prend acte de la création du nouvel Etat. Mais certaines sécessions n'ont jamais réussi Katanga au Congo, zone minière et blanche, elle a voulu l'indépendance du Congo.

## §3 : La dissolution

C'est la disparition d'un Etat qui donne naissance à plusieurs nouveaux Etats, genre l'URSS. Née en 1922, elle regroupait 15 républiques, dès les 80's, crise économique, course à l'armement l'a ruinée et Gorbatchev mène la perestroïka, politique d'ouverture, il libéralise l'économie et la politique, mais il fait éclater à cause des revendications d'indépendance, la chute du mur de Berlin en 1989, puis de 89 à 92, 13 des 15 républiques obtiennent l'indépendance. 8 décembre 91 accords de Minsk, entre la fédération de Russie, l'Ukraine et la Biélorussie qui prends acte de la dissolution de l'URSS, le 21 décembre, sont conclus les accords d'Alma-Ata qui crée les accords de la communauté d'indépendance qui regroupe les anciennes républiques sous la forme d'une organisation internationale.

La Yougoslavie était un Etat fédéral créé après la première guerre, il se maintient jusqu'aux 80's à la mort de Tito qui avait maintenu l'unité de l'Etat, puis les nationalistes commencent à s'affirmer, puis en 1991, 4 républiques revendiquent leur indépendance, puis la guerre éclate entre l'armée fédérale dirigée par la Serbie contre les 4 républiques. Il y a beaucoup de minorités. La guerre s'achève en 1995 pour aboutir à 6 Etats, et le Kosovo va bientôt être autonome.

## §4 : La fusion

Deux Etats qui s'associent avec deux possibilités :

- soit ils créent un Etat entièrement nouveau, genre en 1964 avec la fusion du Tanganyika et de Zanzibar qui ont donné la Tanzanie
- soit l'un est absorbé par l'autre, il y a extension territoriale de l'un des deux Etats, c'est le cas de l'unification allemande.

## **II) La succession d'Etats**

C'est la substitution d'un Etat à un autre dans la responsabilité des relations internationales d'un territoire, c'est une mutation territoriale qui entraîne le transfert définitif d'une souveraineté à une autre. C'est le remplacement de l'Etat prédécesseur par l'Etat successeur.

### §1 : La succession, table rase et continuité

Il n'y a pas la notion d'héritage juridique. La doctrine de la table rase implique qu'il y a rupture juridique entre l'Etat prédécesseur et l'Etat successeur, il y a une rupture au nom de la souveraineté de l'Etat successeur. Il ne doit pas accepter les décisions prises par l'Etat prédécesseur sur le territoire de l'Etat successeur. Mais la population et les habitants doivent faire une transition. Il y a continuité lorsque l'Etat prédécesseur survit. Il continue d'exister. En revanche, lorsqu'un Etat est démembré, aucun des Etats issus du démembrement est considéré comme le successeur. Il y a alors discontinuité.

## §2 : Succession aux traités instituant une organisation internationale et nationalité.

Le nouvel Etat, que l'Etat prédécesseur survive ou pas doit faire une demande d'admission. Exception lorsqu'il y a fusion de deux Etats, l'Etat successeur remplace les deux Etats, donc un siège disparaît.

En matière de nationalité, la population passe d'une nationalité à une autre. Le principe est qu'un Etat successeur ne peut déterminer les personnes qui ont ou pas la nationalité, l'objectif est d'éviter les apatrides, ceux qui n'ont pas de nationalité. La population qui vit régulièrement sur le territoire de l'Etat a automatiquement la nationalité de l'Etat successeur. Par le fait, ils perdent la nationalité de l'Etat prédécesseur. Mais les individus peuvent disposer d'un droit d'option. Lorsque l'Etat prédécesseur ne disparaît pas, il est possible de garder cette nationalité sans acquérir la nouvelle nationalité. Ou alors, lorsque l'Etat prédécesseur disparaît et donne naissance à plusieurs Etats. Genre en Yougoslavie, la Slovénie et la Croatie ont adopté une loi sur la citoyenneté en 91, les personnes qui avaient la nationalité Yougoslave et qui résident ont automatiquement une des deux nationalités en fonction de leur lieu de résidences, mais la Croatie adopte une règle que ceux qui appartiennent au peuple croate, quelque soit leur lieu de résidence peuvent demander la nationalité croate.

Ce n'est pas parce qu'un individu perd la nationalité de l'Etat prédécesseur que l'Etat n'a plus de responsabilité à son égard.